

CÔTE D'IVOIRE : DÉCOMPOSITION D'UN ÉTAT SOUS TUTELLE IMPÉRIALISTE

Les violences qui secouent actuellement la Côte d'Ivoire sont inlassablement présentés dans la plupart des médias comme une guerre civile, dont les fondements tiendraient aux antagonismes religieux et ethniques. Comme d'habitude, ils refusent d'appliquer une grille de lecture politique et matérialiste à un conflit qui trouve d'abord ses origines dans les conséquences de la politique impérialiste menée par la France depuis la décolonisation, qui a maintenu sous tutelle un Etat ivoirien qui se retrouve aujourd'hui en pleine déliquescence.

Un impérialisme français présent de longue date

C'est au XVIème siècle que les premiers Européens, les Portugais, ont débarqués en Côte-d'Ivoire. S'ils ont fondé un certain nombre de comptoirs, ils ont été rapidement marginalisés au profit des Français qui ont organisés, tout au long de la côte d'Afrique de l'Ouest, le sinistre commerce des esclaves, en capturant des dizaines de milliers d'hommes et de femmes pour les revendre en Amérique.

Cette présence française s'est ensuite renforcée à partir du XVIIIème et XIXème siècle, au fur et à mesure que les besoins de l'économie française ont créé une demande pouvant être produite en Côte-d'Ivoire, essentiellement des produits agricoles tropicaux qui ne pouvaient pas être produits en métropole : bois précieux, hévéa (caoutchouc), huile de palme, et surtout le café et le cacao, plantes importées d'Amérique, qui n'ont jamais fait l'objet d'une culture traditionnelle en Afrique de l'Ouest.

La colonisation se renforce dans la deuxième moitié du XIXème, au prix de sévères répressions des résistances locales par l'armée française. Dans la moitié sud du pays, au potentiel agricole le plus riche, des plantations coloniales de café et de cacao se développent ensuite progressivement. Le travail forcé y est la règle, et déjà les autorités coloniales ont favorisé l'immigration de population venant du Nord et des pays voisins (du futur Burkina Faso), afin de disposer d'une main-d'œuvre abondante qui n'est pas présente sur place (cette partie de la Côte-d'Ivoire étant alors faiblement peuplée). Il s'agit d'une économie coloniale, dans lesquels les investissements se portent essentiellement sur un très petit nombre de productions (café, cacao), à destination de la métropole, ainsi que sur les infrastructures de transport nécessaires à leur exportation (port d'Abidjan, système routier, voie ferrée). En revanche, les autres investissements dans l'infrastructure économique ou sociale (éducation, santé,...) sont bien plus limités.

Un premier conflit de classe entre colons et planteurs ivoiriens

Afin de pallier le manque de colons français, des africains ont été autorisés à mettre en œuvre leurs propres plantations afin de pouvoir augmenter la production. Malgré le système colonial de discrimination raciale qui favorise à outrance les plantations tenus par des colons français (mise à disposition de main-d'œuvre par le système du travail forcé, achat de la production à tarif ultra-préférentiel, etc...), qui sera durement renforcé par l'épisode vichyste, les exploitations tenues par les africains se révéleront bien plus productives que celles des colons : en 1945, elles produisent plus de 80% de la production de café et de cacao.

La France, en 1945, est alors économiquement exsangue. A travers son nouveau gouverneur, Latrille, la métropole se rend compte du caractère particulièrement anti-économique de ce système colonial, et décide de s'appuyer sur les producteurs africains pour développer la production à moindre coût. Il s'appuie pour cela sur une classe émergente : celle des planteurs ivoiriens, qui vont fonder en 1945 le Syndicat Agricole Africain, dirigé dès l'origine par Félix Houphouët-Boigny, un des plus gros planteurs africains. Opportuniste, celui-ci va progressivement dominer le PDCI, le Parti Démocratique de Côte-d'Ivoire, affilié au PCF, afin de mener une lutte anti-coloniale. Mais il ne s'agit pas d'une lutte contre le capitalisme, mais d'une lutte entre la classe des colons et celle des planteurs africains, qui souhaite l'abrogation du système de privilèges dont bénéficient les colons, principal obstacle à leur propre développement. Le PDCI, principal parti, sera alors profondément divisé entre cette nouvelle bourgeoisie agraire et les masses ivoiriennes. Mais grâce au soutien de la métropole, une des principales revendications du PDCI, l'abolition du travail forcé, est adoptée en 1946.

Entre 1947 et 1950, des mouvements de grève anticoloniaux secouent la Côte-d'Ivoire, mené par les masses, et soutenues par le PDCI. La sévère répression des autorités coloniales vise d'abord l'aile gauche du PDCI, qui est sévèrement affaibli en 1950. La bourgeoisie agraire prend alors définitivement le contrôle du PDCI, et mène dès lors une politique de coopération active avec l'impérialisme français : cette bourgeoisie n'a plus de raisons objectives de combattre le système colonial, depuis la suppression du travail forcé, qui lui permet de développer la production, qui connaît un boom dès les années 50, pour le plus grand profit de la métropole qui récupère une partie substantielle des bénéfices. Afin de marquer sa rupture avec les mouvements anti-impérialistes qui secouent alors les colonies, le PDCI se désaffilie du PCF en 1950. L'indépendance du pays, en 1960, se fait alors dans la continuité la plus totale.

Le maintien de la tutelle impérialiste après l'indépendance

Dans les années 60 et 70, l'Etat Ivoirien a continué à capitaliser sur ces productions issues du système colonial. Bien qu'hyperspécialisées (café, cacao, bois,...), elles sont les seules à être immédiatement opérationnelles et concurrentielles sur le marché mondial. Dans les années 60 et 70, le prix des matières premières s'envole, dans la foulée des indépendances puis du premier choc pétrolier, en 1973.

De façon provisoire et artificielle, les prix du cacao et du café seront particulièrement élevés pendant cette période, et la Côte-d'Ivoire connaît alors une forte rentrée de devises. Elles vont permettre un enrichissement général du pays, mais qui va d'abord profiter à l'Etat Ivoirien. En effet, à travers la création d'une caisse de stabilisation des prix (la Caistab), l'Etat s'arrogue le monopole de l'exportation de café et de cacao, achetant à prix fixe la production, quels que soient la variabilité des cours mondiaux, afin d'offrir un revenu régulier aux producteurs. Dans les faits, ce mécanisme va permettre, dans les années 60 et 70, de payer les producteurs à des prix 50% inférieurs aux cours mondiaux : l'Etat récupère alors la moitié de ces sommes, soit un énorme pactole.

Il va alors se créer autour de l'appareil d'Etat Ivoirien, contrôlé depuis l'indépendance par la bourgeoisie agraire, une bourgeoisie « *compradore* » qui va vivre grassement sur ces gros profits, constitués par l'exploitation d'une main-d'œuvre abondante dans les plantations. Son rôle économique est en revanche bien plus limité : pour tout ce qui concerne le développement de l'industrie et les services, Houphouët-Boigny choisit de faire appel aux firmes étrangères, et en premier lieu, françaises. Cette politique, dictée par le système capitaliste, qui ne laisse à la Côte-d'Ivoire pas d'autres places que celles des cultures spéculatives sur le marché mondial, ainsi que par l'impérialisme français, qui demeure de loin le premier fournisseur de la Côte-d'Ivoire. Les firmes transnationales, notamment françaises récoltent de nombreux profits en surfacturant industries et technologies dont elles disposent (par exemple, le développement à grands frais de complexes sucriers qui ont dû fermer quelques années plus tard). La collusion d'intérêt entre l'impérialisme français et un appareil d'Etat ivoirien à sa solde apparaît totale, sur le dos des intérêts des masses ivoiriennes.

Un long déclin économique : l'expression de la crise du système capitaliste.

Dès les années 80, la baisse générale du prix des matières premières et la crise économique mondiale restreignent brutalement les profits liés au développement des cultures exportatrices, et révèle le caractère superficiel et spéculatif du développement ivoirien : les investissements en infrastructures économiques et sociales ayant été limités, l'économie locale se trouve incapable de s'adapter à cette crise. Au contraire, la politique qui est suivie crée les conditions de la poursuite de la crise : le développement des plantations de cacao se poursuit au cours des années 80, malgré la chute des cours, car il s'agit du seul investissement immédiatement rentable, même si dans le même temps, l'accroissement de la production favorise la chute continue des cours.

Dans le même temps, les recettes s'effondrent et la dette explose, compte tenu du nécessaire recours aux firmes étrangères dans de nombreux domaines de la vie économique. Le pays s'avère rapidement incapable d'honorer le paiement de ses intérêts. Il subit trois Plans d'Ajustements Structurels, contractés avec le FMI (Fonds Monétaire International), représentant des intérêts de la bourgeoisie occidentale : ces plans visent à réduire les dépenses et l'action de l'Etat en échange d'un rééchelonnement de la dette. Dans les faits, ces plans visent à tailler fortement dans les budgets de l'éducation, de la santé, des services de base à la population, et vont conduire à privatiser de très nombreux services ... Les groupes français vont ainsi rafler la mise : France Télécom (fixe et mobiles), Bouygues (BTP, eau, électricité), TotalFina (raffinage et distribution d'hydrocarbures), mais aussi les banques (Société Générale, BNP, Crédit Lyonnais) contrôle de fait la plus grosse partie de l'économie du pays. Au total, selon le journal sénégalais Le Soleil (mars 2003), il existe 210 filiales d'entreprises françaises en Côte-d'Ivoire, représentant

60.000 emplois, auxquelles s'ajoutent un millier de PME contrôlé par des intérêts français, représentant 40.000 emplois supplémentaires, soit entre la moitié et les deux tiers du secteur privé formel.

De la crise économique à l'invention de « l'ivoirité » : union nationale contre lutte des classes

Cette crise d'une économie, de plus en plus directement contrôlée par des groupes français, illustre bien le changement de rapport de forces entre l'impérialisme français et la bourgeoisie compradore ivoirienne, au détriment de cette dernière. L'effondrement des cours de café et de cacao l'a privé d'une part des revenus, qui étaient autrefois généreusement redistribués. Dès lors, les profits, en chute libre, qui étaient autrefois généreusement distribués au sein d'une bourgeoisie relativement vaste feront l'objet d'une lutte sévère entre les groupes sociaux dominants. En étrangeant davantage la main-d'œuvre pour maintenir ses profits, afin de maintenir son luxueux niveau de vie, elle plonge le prolétariat dans le chômage et la misère.

Cette bourgeoisie compradore devient de fait incapable de remplir son rôle principal : garantir la stabilité sociale du pays, afin que puisse se poursuivre tranquillement le pillage de son économie par l'impérialisme français. Du fait de la forte et longue dégradation économique, le pouvoir politique central, représentant de la bourgeoisie, va connaître une contestation croissante. La mort de Félix Houphouët-Boigny servira de révélateur à la crise : son successeur, Henri-Konan Bédié, se révèle incapable de tenir la paix sociale.

Pour éviter d'être mis en déroute à la suite de la crise économique, le pouvoir central invente alors le concept d'« ivoirité », un concept nationaliste visant à poser en bouc-émissaire de la crise économique les populations immigrées et musulmanes (près de 30% de la population), en lieu et place de la bourgeoisie compradore au pouvoir depuis l'indépendance... Cette politique s'explique aussi par le fait que la bourgeoisie compradore est essentiellement issue du sud du pays, christianisé, là où les terres sont les plus arrosées et les plus productives, tandis que le nord est majoritairement musulman. Cette politique visait donc à camoufler les oppositions de classes par des oppositions ethniques et religieuses, afin de ne pas révéler une toute autre division du pays : les masses et a classe ouvrière contre une bourgeoisie compradore corrompue et inefficace, à la solde de l'impérialisme français.

Cette politique « d'ivoirité » a cependant réussi à s'ancrer, avec des effets désastreux, car le pouvoir central a tout fait pour exacerber les tensions nationalistes. L'actuel président Gbagbo est ainsi accusé d'être à la tête d'escadrons de la mort qui répandent la terreur dans la périphérie d'Abidjan, massacrant des populations venant du Nord et brûlant des mosquées. Cette stratégie délibérée de la tension lui permet en effet de renforcer sa légitimité (en se posant en garant de l'ordre), tout en lui permettant d'éliminer au passage des opposants politiques.

Dans ce contexte, la France a toujours appuyé les régimes successifs depuis le début de cette stratégie de tension et de persécution des masses. Elle en retire en effet au moins deux avantages. D'une part, le régime qui était à sa solde a ainsi pu se maintenir, évitant ainsi la mise en place d'un gouvernement qui lui serait hostile. D'autre part, cela permet de marginaliser le principal opposant politique au régime actuel, Alassane Ouattara, ancien premier ministre et interdit de candidature aux élections politiques pour non-conformité au code de « l'ivoirité » (un de ses parents serait d'origine burkinabé). Mais si Ouattara est le représentant, d'un point de vue ethnique, du nord de la Côte-d'Ivoire, il est surtout un ancien représentant du FMI, et, de ce fait, le représentant des Etats-Unis, qui ne serait pas mécontent d'expulser la France hors de son « pré carré » traditionnel..

« Dehors la France ! »

Sous couvert de rivalités ethniques, le conflit ivoirien est d'abord un conflit de classes pour chasser l'impérialisme. C'est au son de « Dehors la France » que le mouvement de rébellion s'est constitué dans le Nord. Mais en l'absence de Parti ouvrier, révolutionnaire ou non, ces mobilisations sont vouées à être récupérées tôt ou tard par les forces dominantes, qui sont d'abord, dans la région, les impérialismes français et américains.

La France ne fait depuis toujours que défendre ses intérêts propres, qui on l'a vu, sont désormais particulièrement nombreux (les groupes français contrôlant de fait la plus grande partie de l'économie ivoirienne), au détriment de la classe ouvrière et de la jeunesse ivoirienne. Devant le risque de chute du régime Gbagbo, qui aurait compromis ses intérêts, elle a récemment changé de cap, lors des accords de Marcoussis, en reconnaissant la rébellion, et en imposant des ministres issus de la rébellion dans un gouvernement d'unité nationale. Mais ce faisant, elle ne souhaite

qu'intégrer la rébellion dans son propre cercle afin de pouvoir poursuivre dans un climat plus apaisé la poursuite de l'exploitation du pays, comme elle le pratique depuis des décennies.

Certains craignent sincèrement que le départ de la France n'entraîne une véritable guerre civile, mettant le pays à feu et à sang. Pourtant, le départ de la France est le préalable indispensable à l'amélioration de la situation, car c'est elle-même, de par sa politique impérialiste et son soutien inconditionnel au régime ivoirien et à la bourgeoisie compradore qu'il représente, qui est la cause de ce chaos. L'intervention actuelle de l'armée française s'inscrit toujours et encore dans cette politique.

**Contre l'intervention de l'armée française en Côte-d'Ivoire !
Pas une arme, pas un soldat français en Côte-d'Ivoire !**

Les syndicats et partis ouvriers doivent reprendre ces mots d'ordre.